

Brochure n° 3154

Convention collective nationale
IDCC : 3216. – NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

AVENANT N° 14 DU 21 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX CONVENTIONNELS
AU 1^{ER} MARS 2017
NOR : ASET1750469M
IDCC : 3216

Entre
FNBM

D'une part, et
CSFV CFTC
FNCB CFDT
FG FO construction

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salarié(e)s qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

Article 2

*Grille de minima conventionnels applicable pour la durée légale du travail
à compter du 1^{er} mars 2017*

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

Coefficient 165 :

– Pf = 934,98 €.

Coefficient 170 :

– Pf = 923,86 € ;

– Vp = 3,33 €.

Autres coefficients :

– Pf = 903 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEF.	SALAIRE minimal conventionnel
I	165	1 484,43
II	170	1 489,96
	180	1 502,40
	195	1 552,35
III	210	1 602,30
	225	1 652,25
	245	1 718,85
IV	250	1 735,50
	270	1 802,10
	290	1 868,70
V	310	1 935,30
	330	2 001,90
	350	2 068,50

Article 3

Prime d'ancienneté applicable pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} mars 2017

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU		COEF.	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS
I	B	165	38,51	77,02	115,53	154,05	192,56
II	A	170	38,82	77,65	116,48	155,30	194,13
	B	180	39,53	79,06	118,59	158,13	197,65
	C	195	40,93	81,86	122,78	163,72	204,65
III	A	210	42,32	84,65	126,99	169,30	211,64
	B	225	43,73	87,45	131,18	174,91	218,63
	C	245	45,59	91,18	136,77	182,37	227,95
IV	A	250	46,06	92,12	138,17	184,23	230,29
	B	270	47,92	95,85	143,77	191,70	239,61
	C	290	49,79	99,58	149,36	199,15	248,94
V	A	310	51,64	103,30	154,95	206,61	258,26
	B	330	53,52	107,03	160,56	214,07	267,59
	C	350	55,38	110,77	166,14	221,53	276,91

Article 4

Égalité salariale entre les femmes et les hommes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, et à définir et programmer mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération, conformément à l'article L. 2241-9 du code du travail.

Article 5

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} mars 2017.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 6

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 8

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 21 mars 2017.

(Suivent les signatures.)